COMMUNAUTE URBAINE DE BORDEAUX

----- EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL DE COMMUNAUTE -----

Séance du 14 février 2014
(convocation du 3 février 2014)

Aujourd'hui Vendredi Quatorze Février Deux Mil Quatorze à 09 Heures 30 le Conseil de la Communauté Urbaine de BORDEAUX s'est réuni, dans la salle de ses séances sous la présidence de Monsieur Vincent FELTESSE, Président de la Communauté Urbaine de BORDEAUX.

ETAIENT PRESENTS :

M. FELTESSE Vincent, M. JUPPE Alain, M. DAVID Alain, M. CAZABONNE Alain, M. BENOIT Jean-Jacques, M. BOBET Patrick, Mme BOST Christine, M. BRON Jean-Charles, Mme CARTRON Françoise, M. CAZABONNE Didier, M. CHAUSSET Gérard, Mme CURVALE Laure, M. DUCHENE Michel, M. DUPRAT Christophe, M. FAVROUL Jean-Pierre, Mme FAYET Véronique, M. FLORIAN Nicolas, M. FREYGEFOND Ludovic, M. GAUTE Jean-Michel, M. GAÜZERE Jean-Marc, M. GELLE Thierry, M. GUICHARD Max, M. HERITIE Michel, Mme ISTE Michèle, M. LABARDIN Michel, M. LABISTE Bernard, M. LAMAISON Serge, Mme LIRE Marie Françoise, M. OLIVIER Michel, M. PIERRE Maurice, M. PUJOL Patrick, M. ROSSIGNOL PUECH Clément, M. SAINTE-MARIE Michel, Mme DE FRANÇOIS Béatrice, M. SOUBIRAN Claude, M. TOUZEAU Jean, M. TURON Jean-Pierre, Mme LACUEY Conchita, M. MADRELLE Nicolas, M. SOUBABERE Pierre, Mme TERRAZA Brigitte, M. VERNEJOUL Michel, M. AMBRY Stéphane, M. ANZIANI Alain, Mme BALLOT Chantal, M. BAUDRY Claude, Mme BONNEFOY Christine, Mme BREZILLON Anne, M. BRUGERE Nicolas, M. CAZENAVE Charles, M. CHARRIER Alain, Mme CHAVIGNER Michèle, Mme COLLET Brigitte, Mlle COUTANCEAU Emilie, M. COUTURIER Jean-Louis, M. DANJON Frédéric, M. DAVID Jean-Louis, M. DAVID Yohan, Mme DELATTRE Nathalie, M. DELAUX Stéphan, Mlle DELTIPLE Nathalie, Mme DESSERTINE Laurence, Mme DIEZ Martine, M. DOUGADOS Daniel, M. DUART Patrick, M. DUBOS Gérard, M. DUCASSOU Dominique, M. DUPOUY Alain, M. EGRON Jean-François, Mlle EL KHADIR Samira, Mme EWANS Marie-Christine, Mme FAORO Michèle, M. FEUGAS Jean-Claude, Mme FOURCADE Paulette, M. GALAN Jean-Claude, M. GARNIER Jean-Paul, M. GUICHEBAROU Jean-Claude, M. GUICHOUX Jacques, M. GUILLEMOTEAU Patrick, Mme HAYE Isabelle, M. HURMIC Pierre, M. JOANDET Franck, M. JUNCA Bernard, M. LAGOFUN Gérard, Mme LIMOUZIN Michèle, M. LOTHAIER Pierre, M. MANGON Jacques, M. MAURIN Vincent, Mme MELLIER Claude, M. MERCIER Michel, M. MILLET Thierry, M. MOGA Alain, M. MOULINIER Maxime, Mme NOEL Marie-Claude, M. PENEL Gilles, M. PEREZ Jean-Michel, Mme PIAZZA Arielle, M. POIGNONEC Michel, M. QUANCARD Denis, M. QUERON Robert, M. RAYNAL Franck, M. RESPAUD Jacques, M. ROBERT Fabien, M. ROUYEYRE Matthieu, M. SIBE Maxime, M. SOLARI Joël, Mme TOUTON Elisabeth, M. TRIJOLET Thierry, Mme WALRYCK Anne.

EXCUSES AYANT DONNE PROCURATION :

M. DAVID Alain à Mme LIMOUZIN Michèle à partir de 11 h 30
M. DUPRAT Christophe à M. GAUTE Jean-Michel à partir de 12 h 20
M. FAVROUL Jean-Pierre à M. QUERON Robert à partir de 10 h 55
M. JUPPE Alain à M. DUCHENE Michel à partir de 12 h 00
M. LAMAISON Serge à Mme BALLOT Chantal jusqu'à 9 H 55
M. SAINTE-MARIE Michel à M. ANZIANI Alain à partir de 11 H 10
M. SOUBIRAN Claude à M. GAUZERE Jean-Marc à partir de 12 H 20
M. BONNIN Jean-Jacques à Mme BONNEFOY Christine
M. BOUSQUET Ludovic à Mme BREZILLON Anne
M. BRUGERE Nicolas à M. DUPOUY Alain jusqu'à 10 H 10
Mme CAZALET Anne-Marie à M. MOGA Alain
Mme COLLET Brigitte à M. SOLARI Joël à partir de 12 H 20
M. DAVID Jean-Louis à M. GARNIER Jean-Paul à partir de 11 h 25
Mme DELATTRE Nathalie à M. DUCASSOU Dominique à partir de 12 H 05
M. DELAUX Stephan à M. DAVID Yohan à partir de 12 h 20

Mlle DELTIPLE Nathalie à M. BENOIT Jean-Jacques à partir de 11 H 05
M. EGRON Jean-François à Mme FAORO Michèle à partir de 10 H 50
Mlle EL KHADIR Samira à M. DUBOS Gérard jusqu'à 10 H 30
M. GUILLEMOTEAU Patrick à M. MOULINIER Maxime jusqu'à 10 H 35
M. GUYOMARC'H Jean-Pierre à Mme LIRE Marie-Françoise
M. JOANDET Franck à M. ROSSIGNOL PUECH Clément à partir de 11 H 40
M. JOUBERT Jacques à Mme CHAVIGNER Michèle
Mme LAURENT Wanda à Mme PIAZZA Arielle
M. PAILLART Vincent à M. AMBRY Stéphane
Mme PARCELIER Muriel à M. BRON Jean-Charles
M. PEREZ Jean-Michel à Mme DIEZ Martine jusqu'à 10 H 15
M. RAYNAUD Jacques à M. MERCIER Michel
M. REIFFERS Josy à Mme WALRYCK Anne
M. RESPAUD Jacques à M. ROUYEYRE Matthieu jusqu'à 10 H 15
Mme SAINT-ORICE Nicole à M. SIBE Maxime

EXCUSES :

M. ASSERAY Bruno

LA SEANCE EST OUVERTE

**Dispositif "Un, deux, Toit" du Conseil Régional Aquitaine
Convention constitutive d'un groupement de commande
et participation financière pour l'année 2014
Autorisation**

Madame FAYET présente le rapport suivant,

Mesdames, Messieurs

1) Contexte

Le Conseil Régional d'Aquitaine (CRA) met en œuvre chaque année son dispositif « Un, deux, Toit », qui vise à mettre en place un réseau d'hébergement en chambres chez les particuliers pour les jeunes en mobilité sur le territoire régional. Une part importante de cette offre de logement est située sur le territoire communautaire. A ce titre, la CUB a souhaité s'associer au CRA en 2014 pour continuer à développer le dispositif et à le déployer sur la CUB en renforçant les moyens du prestataire. Cette collaboration se fera sous la forme d'un groupement de commande pour lancer un appel d'offre commun en 2014.

Ainsi le présent rapport vise à

- autoriser le président à signer la convention constitutive du groupement de commande visant à choisir le prestataire en charge de la gestion du dispositif « Un, deux, Toit » en 2014
- autoriser la dépense de 25 000 euros correspondant à la participation financière maximale de la CUB pour l'année 2014

2) Présentation du dispositif « Un, deux, Toit »

En 2010, le Conseil Régional d'Aquitaine a lancé le dispositif « Un, deux, Toit », une expérimentation pour initier la mise en place d'un réseau d'hébergement en chambres chez les particuliers pour les jeunes en mobilité, sur 4 territoires test : la Communauté Urbaine de Bordeaux, le bassin d'Arcachon, le Blayais et le Bergeracois. Le logement constitue en effet un facteur essentiel pour relever le défi de la mobilité et de l'accès à l'autonomie des jeunes.

Ce dispositif a rapidement rencontré un véritable succès. D'une mesure expérimentale initiée en 2010 qui a permis à 50 jeunes de se loger chez l'habitant, l'action s'est ensuite largement développée sur le territoire régional. Depuis, ce sont plus de 250 binômes jeune/particulier qui ont été constitués par un prestataire recruté par un marché public annuel.

D'un point de vue juridique, le dispositif « Un, deux, Toit » permet aux jeunes et aux particuliers de :

- veiller à leurs droits et devoirs,
- assurer la souplesse dans l'accueil du jeune (à la nuitée, à la semaine, au mois)
- proposer des tarifs plafonds abordables :
- de 8 à 15 € la nuitée, quels que soient les territoires ;
- de 145 à 250 € au mois, en territoires non-tendus ;
- de 200 à 300 € au mois, en territoires tendus.

Il n'est pas intergénérationnel : les contrats jeunes/particuliers ne sont pas assortis d'échange de services.

Il s'avère que plus de 66% des binômes jeune/particulier concernent le territoire de l'agglomération bordelaise. A ce titre le Conseil Régional d'Aquitaine a sollicité la CUB pour une association qui permettrait de poursuivre et développer l'offre sur le territoire communautaire et à la Région de mieux soutenir l'offre sur le reste du territoire régional.

3) Intérêt communautaire

Le fait que plus de 66% des binômes jeune/particulier formés dans le cadre du dispositif « Un, deux, Toit » concernent le territoire de l'agglomération bordelaise, confirme que les besoins sur la CUB de ce type d'habitat sont importants.

De plus, dans le cadre de son PLH, la Communauté urbaine a pour objectif de développer l'offre d'habitat pour les jeunes en veillant à proposer une offre adaptée à la diversité de leur parcours résidentiel. Le dispositif « Un, deux, Toit », permet de développer un segment particulier du marché du logement « jeunes » : courts séjours, séjours fractionnés ... Une association entre la CUB et le CRA permet donc de répondre aux intérêts communautaires.

4) Modalités de fonctionnement

La Communauté urbaine de Bordeaux et le Conseil Régional d'Aquitaine ont décidé de s'associer dans le cadre du dispositif « Un, deux, Toit » pour développer la formation des binômes sur le territoire communautaire au titre de l'année 2014, en lançant un appel d'offres commun.

Le groupement de commande est constitué en vue de permettre le choix d'un unique prestataire chargé de mener 3 missions principales:

- Mission 1 – Prospection de l'offre et de la demande,
- Mission 2 – Mise en relation et suivi des binômes jeune/particulier,
- Mission 3 – Intervention en médiation en cas de litige dans un binôme.

Le groupement de commande sera formalisé par la signature de la convention annexée à ce rapport. Le Conseil Régional en tant que porteur du projet en est le coordonnateur. Une commission de sélection ad hoc est constituée ; elle est présidée par le représentant du coordonnateur du groupement.

Pour la Région Aquitaine, les membres seront :

- Un représentant de la Commande Publique ;
- Un représentant du Pôle Aménagement, Transports, Urbanisme et Logement ;
- Un représentant de la Direction de l'Urbanisme et du Logement ;
- Un représentant du Service Logement et Habitat.

Pour la Communauté urbaine, les membres seront :

- Un représentant de la Direction de la Coordination et Appui du Pôle Dynamique Urbaine ;
- Deux représentants de la Direction de l'Habitat ;
- Un représentant du Service Politique de l'Habitat.

Chaque membre dispose d'une voix délibérative.

5) Objectifs quantitatifs de la CUB

L'objectif quantitatif du groupement de commande est la formation de 120 binômes dont :

- 90 pour la Région ;
- 30 pour la CUB.

Les 90 binômes financés par le Conseil Régional sont répartis sur le territoire régional comme suit :

- 50 en Gironde dont 35 sur la CUB
- 20 en Dordogne
- 5 dans les Landes
- 5 en Lot-et-Garonne
- 10 pour les Pyrénées Atlantique

Les 30 nouveaux binômes créés et financés par la CUB seront situés sur le territoire communautaire.

Chaque partie prendra en charge les éventuelles interventions de médiation en cas de litiges sur des binômes qu'elle aura financés.

6) Financement et budget

- Modalités

Chaque partie s'assure de l'exécution du marché pour la part correspondant à ses besoins propres et est responsable de sa propre part de financement (bons de commande et

paiement direct du prestataire). Ces modalités sont exposées dans la convention constitutive du groupement.

- **Budget**

Sur la base des objectifs quantitatifs décrits ci-dessus et des tarifs appliqués en 2012 et 2013, le montant de la participation financière de la CUB serait de 25 000 euros maximum. Ce montant comprend la création de 30 nouveaux binômes et les éventuelles interventions de médiation en cas de litige sur ces binômes. Le calcul du montant exact financé par la CUB s'effectuera sur la base du bordereau des prix unitaires du marché.

Ceci étant exposé, il vous est demandé, Mesdames, Messieurs, de bien vouloir si tel est votre avis adopter les termes de la délibération suivante :

Le Conseil de Communauté,

VU le code des collectivités territoriales,

VU la délibération communautaire n° 2001-1186 du 14/12/2001 approuvant le PLH,

VU la délibération communautaire n° 2003-0133 du 28/02/2003 adoptant l'avenant PLH,

VU la délibération communautaire n° 2007-0545 du 13/07/2007 approuvant la modification du PLH,

VU le courrier du CRA du 30 septembre 2013

ENTENDU le rapport de présentation

Considérant que le dispositif « Un, deux, Toit » du Conseil régional d'Aquitaine contribue à augmenter l'offre de logements jeunes, axe fort du PLH de la CUB

DECIDE

Article 1 :

Le Président est autorisé à signer la convention, ci-annexée, constitutive du groupement de commande visant à choisir un prestataire gestionnaire du dispositif « Un, deux, Toit »

Article 2 :

La dépense de 25 000 euros correspondant à la participation financière maximale de la CUB est autorisée pour l'année 2014

Article 3 :

La dépense correspondante sera imputée au compte 6574 - 65 - 72- CRB UE00 du budget de l'exercice en cours - opération 05P005O003 "participation PACT/ADIL/DAU/HH/..."

Les conclusions, mises aux voix, sont adoptées à l'unanimité.
Fait et délibéré au siège de la Communauté Urbaine le 14 février 2014,

Pour expédition conforme,
par délégation,
la Vice-Présidente,

**REÇU EN PRÉFECTURE LE
27 FÉVRIER 2014**

PUBLIÉ LE : 27 FÉVRIER 2014

Mme. VÉRONIQUE FAYET